



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

UCANSS_24/PA/40

**« ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE DANS LE CADRE DU
PROJET D'ACHAT DE GAZ ET D'ELECTRICITE POUR LES
ORGANISMES DE SECURITE SOCIALE »**

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET, FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE.....	4
1.1. Objet du marché.....	4
1.2. Forme du marché.....	4
1.3. Procédure.....	4
ARTICLE 2 – DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES	4
ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION	5
3.1. Durée du marché.....	5
3.2. Délais d'exécution	5
3.3. Arrêt de l'exécution des prestations.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	5
ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1. Mise en place du projet et du calendrier	6
5.2 Organisation du projet au niveau de l'UCANSS.....	6
5.3. Organisation du projet au niveau du titulaire.....	6
5.4. Remplacement du personnel affecté à la réalisation de la prestation	6
5.5. Modalités de réalisation des prestations.....	7
ARTICLE 6 - VALIDATION DES PRESTATIONS.....	8
6.1. Opérations de vérifications et d'admission des livrables	8
6.2. Vérification périodique de l'exécution des prestations	8
ARTICLE 7 - LES PRIX.....	8
7.1. Forme et contenu des prix.....	8
7.2. Révision des prix	10
7.3 Frais de déplacement.....	9
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	11
8.1. Présentation des demandes de paiement.....	Erreur ! Signet non défini.
8.2. Modalités de paiement	Erreur ! Signet non défini.
8.3. Délai global de paiement.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 9 - PENALITÉS DE RETARD	11
9.1. Retard imputable au titulaire.....	13
9.2. Retard imputable à l'UCANSS.....	13
ARTICLE 10 – AVANCE ET ACOMPTE.....	13
ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE	13
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS	14
12.1. Clause de réexamen	14
12.2. Objet des clauses de réexamen	14
ARTICLE 13 – PROPRIETE DES LIVRABLES	14
13.1. Propriété intellectuelle	14
12.2. Connaissances antérieures	15
ARTICLE 14 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	15
14.1. Obligation de confidentialité.....	Erreur ! Signet non défini.
14.2. Protection des données à caractère personnel.....	Erreur ! Signet non défini.
14.3. Information des sous-traitants	Erreur ! Signet non défini.

ARTICLE 15 – OBLIGATION DE CONSEIL	16
ARTICLE 16 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE.....	16
ARTICLE 17 - SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE	17
ARTICLE 18 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE.....	18
18.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique.....	19
18.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique ...	19
ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE.....	19
ARTICLE 20 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGE.....	20
20.1 Assurance	20
20.2 Responsabilité.....	20
ARTICLE 21 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES.....	20
ARTICLE 22 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ	21
ARTICLE 23 – REGLEMENT DES LITIGES	21
ARTICLE 24 - LANGUE	21
ARTICLE 25 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.	21

ARTICLE 1 – OBJET, FORME DU MARCHÉ ET PROCEDURE

1.1. Objet du marché

Le marché a pour objet des prestations d'Assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre du projet d'achat de gaz et d'électricité pour les organismes de Sécurité sociale.

L'UCANSS, en tant que maître d'ouvrage, a pris la décision de faire appel à une prestation d'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour se faire assister notamment dans le cadre de la passation et l'exécution des marchés de l'énergie.

Cette mission couvrira les prestations suivantes :

- la réalisation d'une note stratégique (10 pages maximum) ;
- le suivi des marchés d'électricité et de gaz existants (accords-cadres et marchés subséquents) ;
- la rédaction de notes techniques sur des problématiques spécifiques (sujets simples ou complexes) ;
- la rédaction des pièces afférentes aux marchés de Gaz et d'Electricité à lancer ;
- le pilotage et le suivi des marchés Gaz et Electricité à lancer.

1.2. Forme du marché

Il s'agit d'un marché de services (prestations intellectuelles). Il est mono-attributaire et conclu à prix unitaires.

1.3. Procédure

Le marché est passé dans le cadre d'une procédure adaptée en application des articles L. 2123-1-1° et R.2123-1-1° du code de la commande publique.

La technique d'achat utilisée est celle de l'accord-cadre mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Ces prestations feront individuellement l'objet de bons de commandes qui seront notifiés au Titulaire au fur et à mesure de la survenance des besoins de l'UCANSS.

Le montant estimatif du marché est de 70 000 € H.T sur sa durée globale (reconductions comprises). Le montant maximum du marché est de 142 500 € HT.

ARTICLE 2 – DEFINITION DES PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- Le pouvoir adjudicateur :

L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS)
Immeuble « Le Digital »
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la directrice de l'UCANSS, Madame Isabelle BERTIN ou la personne habilitée à la remplacer, Monsieur Jean-Charles Gillet, Directeur délégué.

- L'entreprise titulaire du marché désignée dans le présent C.C.A.P par l'expression « le Titulaire ».

ARTICLE 3 – DUREE DU MARCHÉ – DELAIS D'EXECUTION

3.1. Durée du marché

Le marché est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au Titulaire.

A sa date anniversaire, il pourra être reconduit trois fois annuellement par tacite reconduction. Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire le marché, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le Titulaire, deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire de l'accord-cadre ne pourra refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

3.2. Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont stipulés au CCTP.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'ATTRI1 (acte d'engagement) et son annexe I l'offre financière ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.), accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G.-P.I.), issu de l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : ECOM2106874A) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS font seul foi.
- L'offre technique du titulaire après négociations.

Les dérogations au C.C.A.G.-P.I. sont précisées dans le dernier article du présent C.C.A.P.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés. Aucune réserve qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution du marché n'est admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels du marché.

ARTICLE 5 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1. Réunion de lancement

Une réunion de lancement (à l'UCANSS ou en visio-conférence) sera organisée suite à la notification du marché. Le titulaire organise une réunion de lancement), préparatoire à la mise en œuvre des prestations avec les représentants de l'UCANSS.

Lors de cette réunion, seront notamment évoquées :

- L'organisation du titulaire ainsi que le ou les interlocuteurs en charge du suivi de l'exécution du marché ;
- les caractéristiques des prestations ;
- les modalités de restitution des « reporting ».

5.2 Organisation du projet au niveau de l'UCANSS

La structure du pilotage est définie à l'article 4 du CCTP.

5.3. Organisation du projet au niveau du titulaire

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un chef de projet pour piloter et coordonner le projet. Ce chef de projet aura la responsabilité de centraliser la mission auprès de l'UCANSS.

La bonne exécution des prestations dépendant du chef de projet qui se trouve nommément désigné, l'UCANSS peut demander, à tout moment, sur décision motivée le remplacement de celui-ci. Le titulaire doit alors procéder à son remplacement dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la notification au titulaire de la décision.

Sauf cas de force majeure, en cas de changement du chef de projet, le titulaire en informe l'UCANSS avant cessation de ses fonctions moyennant un préavis de quinze jours.

Tout remplacement du chef de projet s'effectue à compétence équivalente ou supérieure. La notion d'équivalence inclut l'expérience dans le domaine concerné. Le remplacement du chef de projet ne pourra avoir lieu qu'avec l'accord express de l'UCANSS.

5.4. Remplacement du personnel affecté à la réalisation de la prestation

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution des prestations. Ainsi les prix et les délais d'exécution ne peuvent être modifiés.

En cas d'indisponibilité, d'absence ou de départ d'une personne affectée à l'exécution des prestations, le titulaire doit impérativement et immédiatement en aviser l'UCANSS et prendre toutes les dispositions nécessaires pour le remplacer afin que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

5.5. Modalités de réalisation des prestations

5.5.1 Prestations au forfait annuel

Les prestations suivantes feront l'objet d'un forfait annuel :

- le suivi des marchés d'électricité et de gaz (surveillance et analyse des marchés, alertes et recommandations, anticipation des besoins futurs) ;
- la vérification et validation des BPU des fournisseurs d'énergie ;
- la simulation budgétaire (sur la facture TTC) ;
- le reporting et les outils de suivi (Newsletter mensuelle, Création et gestion de tableaux de bord).

5.5.2 Prestations sur bons de commandes

Les prestations suivantes feront chacune l'objet de bons de commandes individualisés en fonction de la survenance des besoins :

- la réalisation d'une note stratégique (avec mise à jour)
- la formation continue (Session de formation (de 1 à 4 heures))
- la rédaction de notes techniques sur des problématiques spécifiques (sujets simples)
- la rédaction de notes techniques sur des problématiques spécifiques (moyennement complexes)
- la rédaction de notes techniques sur des problématiques spécifiques (sujets complexes)
- la relance par anticipation d'un accord-cadre d'énergie en cas de force majeure : Rédaction des pièces du marché de l'accord cadre et des marchés subséquents. Le choix des candidats et des offres de l'accord cadre et des marchés subséquents.
- la rédaction des pièces du marché du futur accord cadre Electricité et des marchés subséquents afférents. Le choix des candidats de l'accord cadre et des marchés subséquents ;
- la rédaction des pièces du marché du futur accord cadre Gaz et des marchés subséquents y afférant. Le choix des candidats de l'accord cadre et des marchés subséquents.

Chaque prestation donnera lieu à l'émission d'un bon de commande individualisé. Chaque bon de commande précisera :

- Le nom et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de l'accord-cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- L'intitulé précis de la prestation à réaliser et du ou des livrables associés ;
- Le délai d'exécution de la prestation visée et la date de remise du ou des livrables attendus ;
- Le montant H.T et TTC des prestations ;
- La date d'émission du bon de commande
- Le taux de TVA appliqué.

Aucun bon de commande ne pourra être passé après la date d'expiration de l'accord-cadre concerné.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder trois mois.

L'UCANSS ne prend aucun engagement quant à la régularité et à l'importance des bons de commande qui seront émis.

5.6 Format des livrables

Le Titulaire devra remettre tous les documents écrits dus au titre de ses prestations en français et sous format dématérialisé (aux formats Word, Excel, PWP, PDF).

ARTICLE 6 - VALIDATION DES PRESTATIONS

Les prestations attendues et les livrables associés sont définis au C.C.T.P.

6.1. Opérations de vérification et d'admission des livrables

Le titulaire remettra à l'UCANSS pour validation les livrables définis pour chacune des missions.

Par dérogation à l'article 28.4.2 du C.C.A.G.-P.I., le Titulaire n'a pas à aviser l'UCANSS de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue de ces vérifications.

Par dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G.-P.I., le Titulaire n'est pas convoqué pour assister aux opérations de vérification.

Dans le cadre de l'exécution de chaque mission, l'UCANSS procédera à la vérification quantitative et qualitative des prestations afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Par dérogation aux articles 26.2 et 27.1 du C.C.A.G.-P.I., l'UCANSS dispose d'un délai de 10 jours pour procéder aux vérifications des prestations attendues et notifier sa décision quant à leur admission.

Par dérogation, aux articles 27.2 et 27.3 du C.C.A.G.-P.I., les délais impartis au titulaire sont de 3 jours.

À l'issue des opérations de vérification, l'UCANSS prendra une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

La validation emporte transfert de propriété de l'ensemble des travaux rendus.

6.2. Vérification périodique de l'exécution des prestations

Tout au long de l'exécution de sa prestation, le titulaire participera aux réunions périodiques de suivi où il rendra compte de l'avancée de ses travaux au Chef de projet de l'UCANSS.

ARTICLE 7 - LES PRIX

7.1. Forme et contenu des prix

Les prestations et livrables objet du marché seront réglées par application des prix unitaires indiqués dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement (ATTRI1) du marché.

Les prix stipulés en euros sont ceux figurant dans le Tableau d'Offre de Prix. Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois M0 : mois de remise des offres (ou des offres finales en cas de négociation).

Le taux de T.V.A. en vigueur est celui à la date du fait générateur.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de sa prestation. Ils incluent notamment les frais de livraison des livrables, les réunions, les communications téléphoniques émanant du personnel du titulaire et d'une manière plus générale tous les frais occasionnés par l'exécution des prestations ainsi que la cession des droits de propriété intellectuelle.

7.2 Frais de déplacement

En cas de déplacements notamment pour la tenue de réunions, les frais de déplacement des intervenants seront pris en charge sur justificatif dans les conditions prévues au protocole d'accord du 23 juillet 2015 relatif aux frais de déplacement des salariés des organismes du Régime général de Sécurité sociale.

Frais de transport

Les frais de transport par voie ferroviaire sont pris en charge sur la base du tarif 2ème classe. Les frais de transport par voie aérienne sont pris en charge sur la base de la classe la plus économique.

Indemnité forfaitaire de frais de repas

Le montant de l'indemnité forfaitaire de frais de repas est fixé à 28,60 €.

Les limites de remboursement des frais de découcher sont fixées à :

- **146,89 €** par nuitée pour un découcher en zone 1 (Paris intra-muros) ;
- **133,54 €** par nuitée pour un découcher en zone 2 (Départements d'outre-mer et départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ;
- **113,50 €** par nuitée pour un découcher en zone 3 (destination autre que les départements correspondant aux zones 1 et 2).

Par ailleurs, le texte prévoit qu'en l'absence de présentation de pièces justificatives, le remboursement s'effectue sur une base forfaitaire, dont le montant correspond au double de celui de l'indemnité forfaitaire de frais de repas. Cette indemnité est donc portée à 57,20 €.

Ces données sont présentées à titre indicatif et peuvent évoluer.

En cas de force majeure, ou de circonstances exceptionnelles, telles que les grèves des transports, le titulaire sera autorisé à se déplacer en véhicule personnel et sera remboursé sur la base d'indemnités kilométriques.

En application de l'article 7 du protocole d'accord du 23 juillet 2015 précité, les montants des indemnités kilométriques remboursées sont fixés jusqu'à 10 000 kms :

Nombre de kilomètres parcourus dans l'année civile	Véhicule automobile de 5 CV fiscaux et moins	Véhicule automobile de 6 CV fiscaux et plus
Jusqu'à 10 000 km	0,77 euro/km	0,89 euro/km
Au-delà de 10 000 km	0,54 euro/km	0,78 euro/km

Les tickets de métro, bus, RER, tramway, resteront à la charge du Titulaire.

7.3. Révision des prix

Les prix indiqués dans l'annexe financière du présent marché sont fermes pour la première année d'exécution de l'accord-cadre. Par dérogation à l'article 10.1.2 du CCAG-PI, les prix figurant au bordereau des prix unitaires annexé à l'ATTRI1 sont réputés établis aux conditions économiques du mois de la remise des offres. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Ils sont révisibles à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre selon la formule suivante :

$$P = P0 \ S/S0$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé ;
- P0 = Prix indiqué dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement ;
- S0 = indice Syntec du Mois M0 correspondant au mois de remise des offres (ou des offres finales en cas de négociation) ;
- S = indice Syntec du mois au cours duquel la révision du prix sera appliquée. Cet indice est publié par la Fédération professionnelle SYNTEC.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision. La révision s'applique à la hausse comme à la baisse.

Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas où l'indice SYNTEC viendrait à disparaître, l'UCANSS et le titulaire se mettraient d'accord pour lui substituer un autre Indice, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

8.1. Présentation des demandes de paiement

8.1.1 Prestations au forfait annuel

Les prestations visées à l'article 5.5.1 comprises dans le forfait annuel donneront lieu à un paiement trimestriel à terme échu par règlements partiels non définitifs.

8.1.1 Prestations au bon de commande

Chaque prestation sur bon de commande (art. 5.5.2) remise et validée donnera lieu à paiement.

La facture correspondant à chaque bon de commande est établie par le Titulaire en un original et un duplicata et sera adressée à l'UCANSS à l'adresse suivante :

UCANSS
Service des Ressources Budgétaires (SRB)
6 rue Elsa Triolet
93100 MONTREUIL

Les factures sont émises par le Titulaire selon les modalités précisés à l'article 10.2 ci-dessous.

Outre les mentions légales, les factures comportent les indications suivantes :

- le nom, l'adresse et le numéro SIRET du Titulaire et de l'Ucanss;
- le numéro du marché ;
- la date d'établissement et le numéro de la facture ;
- le numéro du bon de commande y afférent ;
- l'intitulé et le numéro de compte bancaire ou postal du Titulaire ;
- Les BIC et IBAN
- la prestation concernée et l'intitulé précis des prestations réalisées et des livrables associés ;
- la date d'admission des prestations ;
- le montant H.T. des prestations, le taux et le montant de la T.V.A. et le montant total des T.T.C des prestations.
- la date d'échéance du règlement et pénalités applicables en cas de retard ;
- le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement due au créancier en cas de retard de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.

8.2. Modalités de paiement

Les factures sont transmises via le service de dématérialisation des factures Chorus Pro ou par courrier électronique.

Le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :

- Déposer ses factures sur le portail ;
- Saisir directement ses factures.

2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références du marché, du bon de commande et le numéro SIRET de l'UCANSS.

8.3. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture correspondant à chacune des prestations.

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit pour cent.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au Titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Le mode de règlement est le virement.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directrice de l'UCANSS.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'UCANSS.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire, figurant dans l'Acte d'Engagement (ATTRI 1).

ARTICLE 9 - PENALITÉS DE RETARD

9.1. Retard imputable au titulaire

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-P.I., en cas de dépassement des délais contractuels d'exécution fixés, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard qui seront calculées suivant la formule suivante :

$$P = V \times R / 100$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité journalière de retard.

V = le montant (hors T.V.A.) forfaitaire total de la prestation concernée, y compris dans l'hypothèse où le retard ne concernerait qu'une partie de ladite prestation.

R = le nombre de jours calendaires de retard arrêté par l'UCANSS.

Le montant des pénalités de retard s'impute sur le règlement de la facture adressée par le titulaire au pouvoir adjudicateur.

9.2. Retard imputable à l'UCANSS

Si les délais d'exécution ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'UCANSS, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'UCANSS, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'UCANSS, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

ARTICLE 10 – AVANCE

Le présent marché n'ouvre pas droit au versement d'une avance.

ARTICLE 11 - RETENUE DE GARANTIE

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1. Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R. 2194-7 du code de la commande publique, le présent marché pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

- 1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;
- 2° modifier l'équilibre économique du marché en faveur du Titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le marché initial ;
- 3° modifier considérablement l'objet du marché ;
- 4° avoir pour effet de remplacer le titulaire initial par un nouveau titulaire en dehors des hypothèses prévues à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision de l'UCANSS adressée par email.

12.2. Objet des clauses de réexamen

Ces clauses de réexamen pourront porter : sur le calendrier d'exécution des prestations défini lors de la réunion de lancement, les prestations attendues et livrables associés.

Les prestations attendues et livrables associés ne pourront être modifiés dans leur objet et dans leurs prix. Seules les dates de notification des ordres de service et de remise des livrables pourront faire l'objet de modifications sans que cela affecte leur bonne réalisation.

Le calendrier de réalisation des prestations défini lors de la réunion de lancement pourra être modifié sans que cela affecte la bonne réalisation des prestations.

ARTICLE 13 – PROPRIETE DES LIVRABLES

13.1. Propriété intellectuelle

Les droits de propriété intellectuelle relatifs au présent marché sont réglementés par l'article 35 du C.C.A.G.-P.I.: *« Le titulaire accorde à l'acheteur, les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents particuliers du marché et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché. [...] La présente cession est consentie à l'acheteur à titre non exclusif, afin d'accorder au titulaire le droit d'exploiter les résultats conformément à l'article 35.3 ».*

Par résultats, sont entendus notamment et de façon non limitative :

- L'ensemble des livrables attendus au titre du marché,
- L'ensemble des documents intermédiaires, et ce, quel que soit le support sur lequel ils sont adressés à l'UCANSS et quel qu'en soit le mode de transmission.

Le prix de la cession des droits est compris de façon forfaitaire dans le montant des prestations.

Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Le versement des rémunérations dues aux auteurs, collaborateurs dont le titulaire s'est assuré la participation demeurent à sa charge exclusive.

13.2. Connaissances antérieures

Les connaissances antérieures sont définies par l'article 34 du C.C.A.G.-P.I.

Lorsque le titulaire incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou fournit des connaissances antérieures dans le cadre de l'exécution du marché ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire autorise l'acheteur à utiliser les connaissances antérieures pour les mêmes droits, durée, territoire et finalités d'utilisation que ceux prévus dans le régime applicable aux résultats.

L'acheteur n'est pas autorisé à utiliser les connaissances antérieures indépendamment de l'utilisation des résultats, sauf si elles sont placées sous un régime d'utilisation qui le permet.

ARTICLE 14 – SECURITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Si des données à caractère personnel devaient être communiquées au Prestataire dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties s'accordent expressément par la présente sur les points suivants :

- Elles s'engagent à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa dernière version en vigueur.
- Les parties échangeront les seules données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du marché, à l'exclusion de toute relation de sous-traitance ou de responsabilité conjointe de traitement au sens du RGPD. En conséquence, chaque responsable de traitement assure lui-même la conformité de son traitement au RGPD.
- Le prestataire prendra des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour protéger les données personnelles contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée à de telles données, et ce compte tenu de l'état de l'art et de la technique, conformément aux articles 4. 6° de la loi Informatique et Libertés et 32 du Règlement Européen 2016/679.
- La sécurité des échanges de données à caractère personnel entre les parties sera définie conjointement, dans le cadre des procédures mises en place en phase initiale d'exécution de la prestation.
- Le prestataire informera l'organisme bénéficiaire dans les meilleurs délais après avoir eu connaissance d'une violation de données.

A l'expiration du marché et sur instruction de l'organisme bénéficiaire, le prestataire restituera ou supprimera les données personnelles. »

ARTICLE 15 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'UCANSS concernant l'ensemble des prestations du marché.

Les conseils, mises en garde et recommandations devront être formulés par écrit dans les documents remis à l'UCANSS lors de l'exécution du marché.

ARTICLE 16 - DISPOSITIONS RELATIVES À LA SOUS-TRAITANCE

Si le titulaire du marché public envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché public, il devra en faire la demande à la directrice de l'UCANSS conformément aux dispositions des articles R2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

La sous-traitance de la totalité du marché public est interdite.

La sous-traitance de certaines parties du marché public, à l'exclusion de la conduite du projet (Chef de projet du Titulaire), est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, le marché sera résilié de plein droit à ses frais et risques.

Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché public vis-à-vis de l'UCANSS.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix.
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R. 2193-22 du code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions des articles

R2191-3 à R2191-31 du code de la commande publique s'appliquent au marché, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé des trois parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dispositions applicables aux sous-traitants :

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent marché en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par l'UCANSS, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'ordre de l'UCANSS au titulaire du marché public, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'UCANSS accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à l'UCANSS.

En cas d'accord, le titulaire du marché public joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'UCANSS au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance. Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'UCANSS pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'UCANSS procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'UCANSS de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai susmentionné de 15 jours si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'UCANSS de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'UCANSS informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

ARTICLE 17 - SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE

En vertu des articles R. 2143-7 à R. 2143-10 du code de la commande publique, il sera demandé au titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière fiscale ou sociale ou qu'il a

acquitté les impôts, taxes contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions et cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté du 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique » ;

- lorsque l'immatriculation du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants mentionnés à l'article D. 8222-5 du Code du travail :
 - Le numéro unique d'identification INSEE à jour,
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail. Cette liste est également exigée en cas de sous-traitance ;
- le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R.1263-12 et D. 8222-7 du code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 18 - CHANGEMENT DE LA SITUATION DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur (UCANSS), les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;

- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

18.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par tout moyen permettant de donner date certaine à la réception.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

18.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution du marché par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité du marché.

L'UCANSS vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas se trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L.2141-1, L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique.

ARTICLE 19 – RESILIATION DU MARCHE

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R 2142-3 à R2142-4, R2143-3 à R2143-4 et R2143-16 code de la commande publique et de l'article L2195-1 à L2195-6 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du Travail, il est fait application des conditions suivantes de résiliation.

Une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution de vingt jours ouvrés, est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le marché public est résilié par l'UCANSS, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

En cas de résiliation pour faute du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par une entreprise tierce à l'exécution des prestations inachevées prévues par le marché public. Dans ce cas, l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché public, résultant de la passation d'un marché public de substitution est à la charge du titulaire selon l'article 36.1 du CCAG-PI.

En outre, l'UCANSS pourra résilier le marché public aux torts du titulaire à tout moment et sans indemnité, si les prestations réalisées s'avéraient différentes des prestations définies dans l'offre du titulaire, par décision du pouvoir adjudicateur avec date d'effet, envoyée par email précédée d'une mise en demeure.

ARTICLE 20 – ASSURANCE ET RESPONSABILITE EN CAS DE DOMMAGE

20.1 Assurance

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir. Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS par la présentation des polices ou quittances correspondantes.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au titulaire, une attestation d'assurance en cours de validité couvrant sa responsabilité pour ces éventuels dommages

Dans le cas où l'UCANSS le demande, le titulaire a l'obligation de fournir une attestation de cette assurance indiquant le type de garantie, la nature des risques et sa période de validité dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Si le titulaire ne souscrit pas à cette obligation d'assurance, il est tenu de dédommager l'UCANSS, ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Dans le cadre de son activité, le titulaire doit être en mesure de fournir les documents relatifs aux garanties financières (article L 1251-49 du Code du travail) en cas de demande du pouvoir adjudicateur.

20.2 Responsabilité

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens de l'UCANSS par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Il garantit l'UCANSS contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers.

ARTICLE 21 – CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R. 2191-35 à R. 2191-62 du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R. 2191-62 du code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'UCANSS ou son représentant habilité.

ARTICLE 22 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes du marché lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'UCANSS informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt le Titulaire de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'UCANSS la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'UCANSS transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

À défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'UCANSS, cette dernière en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le marché ou résilier celui-ci sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 23 – REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Si les parties décident de ne pas recourir à l'arbitrage, les tribunaux judiciaires seront seuls compétents.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution du marché est le Tribunal judiciaire de Paris.

Si le titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 24 - LANGUE

Tous les documents, fiches techniques, correspondances et factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

ARTICLE 25 - DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-P.I.

Article du CCAP	Titre	Article du CCAG-PI auquel il est dérogé
Article 4	Pièces contractuelles	4.1
Article 5.3	Remplacement du chef de projet	3.4.3
Article 6	Validation des prestations	26.2, 27.1, 27.2, 27.43
Article 7.2	Révision des prix	10.2.3
Article 9	Pénalités de retard	14

Article du CCAP	Titre	Article du CCAG-PI auquel il est dérogé
Article 14	Sécurité et protection des données personnelles	5.2
Article 19	Résiliation du marché	29
Article 23	Règlement des litiges	43.5